

ATTAQUES A BRUXELLES - QUI EST L'ENNEMI ?

Rédigé par Amir Taheri

Asharq Al-Awsat - 25 mars 2016 -Londres

« Nous sommes en guerre! » Voilà comment le Premier Ministre français Manuel Valls a décrit ses sentiments après les attaques terroristes dans la capitale belge, Bruxelles, mardi dernier matin. La plupart des dirigeants et commentateurs européens ne semblent pas avoir adopté son analyse en collant l'étiquette de la guerre sur ce tragique évènement. Cependant, dire que l'Europe est en guerre suscite de nombreuses questions. Quel genre de guerre? Et contre qui?

Certains commentateurs ont relancé la vieille théorie, bien refroidie, de la « guerre des civilisations », à ce qu'on peut voir en lisant les grands titres des journaux. Ceci, à son tour, a relancé une question encore plus épineuse: quelles civilisations sont en guerre les unes contre les autres?

L'analyse « nous-sommes-en-guerre » provoque d'autres difficultés. Car la guerre a une définition juridique universellement acceptée, et un code reconnu, même si elle n'est pas toujours respectée par les combattants partout. Quand un combattant viole ce code, il fait face à des accusations de crimes de guerre. Dans la guerre, même l'ennemi conserve des droits, qu'il pourrait ignorer à ses risques et périls.

Ensuite, il est également possible que, même si nous ne voulons pas être en guerre avec d'autres, ces mêmes autres peuvent vouloir désespérément être en guerre avec nous. Essayant d'affiner ce qui est une analyse défectueuse, certains commentateurs ont élaboré la théorie selon laquelle c'est la civilisation islamique qui, pleine de griefs contre l'Occident, lui a déclaré la guerre.

Cette théorie est si faible qu'elle n'a même pas le mérite d'être fautive. Pour commencer, l'islam est une religion, pas une civilisation. Et également l'islam, qui a attiré des adeptes de pratiquement toutes les « races » et groupes ethniques sous le soleil, n'est pas une race ou une identité ethnique.

La version « culturelle » de la théorie n'est pas non plus convaincante. Car l'islam, étant une religion, comme nous l'avons déjà noté, ne peut pas être considérée comme une culture, même si elle a contribué à de nombreuses cultures en particulier en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

Si les informations fournies par les autorités belges sont correctes, les auteurs des attentats de Bruxelles appartiendraient au même groupe que le gang qui a attaqué Paris en novembre dernier. En d'autres termes, ils sont tous nés et élevés en tant que citoyens européens, d'origine nord-africaine, prétendument liés à l'État islamique (Da'esh en arabe) ou Califat basé à Raqqah, Syrie.

Cependant, cette nouvelle race de terroristes a tué plus de musulmans en Syrie et en Irak, sans mentionner une douzaine d'autres pays à majorité musulmane, qu'ils ne l'ont fait à Paris ou à Bruxelles. Près d'un tiers des combattants de ISIS, également, sont des citoyens européens, selon le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Par conséquent, les Syriens et les Irakiens qui sont massacrés par eux pourraient prétendre être victimes de « terroristes européens ».

Peu importe l'endroit où ils sont nés et quelle nationalité ils avaient, ces « tueurs kamikazes » avaient une chose en commun: ils appartenaient tous à une

tendance que les Arabes appellent "*ta'aslum*" (faire semblant d'être musulman) qui vise à réduire la religion au niveau d'une idéologie politique visant à la poursuite du pouvoir.

Cette tendance se décline en plusieurs versions. La secte Khomeini en Iran et au Liban, les Talibans en Afghanistan, Boko Haram au Nigeria et Al-Qaïda et ses ramifications dans plusieurs pays arabes, et, bien sûr, Da'esh, appartiennent tous à cette tendance.

Même alors, le fait que tous ces groupes ont idéologisé la religion pour d'autres stratagèmes politiques ne signifie pas qu'ils pourraient ou devraient tous être traités de la même manière.

Dans l'Europe, ou plutôt le monde démocratique occidental en général, la tradition multiculturaliste, telle qu'elle s'est développée dans l'ère post-coloniale, a fourni l'espace pour que de tels groupes se forment, se développent et passent à l'attaque. Un principe clé du multiculturalisme concerne la notion d'« impérialisme de la culpabilité » qui signifie qu'on peut blâmer l'Occident pour tout ce qui ne va pas dans le reste du monde.

Ce genre de pensée laisse les démocraties occidentales sans armes contre des ennemis déterminés qui croient, ou feignent de croire, qu'ils sont (et eux seuls) les détenteurs de la seule et unique vérité. Mais, le Bien désarmé est toujours dans une mauvaise posture face au Mal armé.

Alors, comment devrions-nous identifier les personnes qui étaient responsables des attaques du 11 septembre et ses versions plus restreintes dans de nombreux autres endroits, y compris Bamako, Beyrouth, Mumbai, Londres, Madrid, Nairobi et, plus récemment Paris et Bruxelles? Est-ce que le terme « terroriste » marche ? Je ne le pense pas.

L'objectif principal du terroriste est de terroriser, et non de tuer au hasard comme ces gens le font. Le professeur Bernard Lewis de Princeton a parlé de ces gens comme étant une version des derniers "Assassins" ou "Hashesheen". Toutefois, cette désignation, elle aussi, est problématique. Le "Hashesheen" se préparait au meurtre ciblé d'ennemis idéologiques ou politiques spécifiques, souvent de hauts responsables politiques et/ou militaires. Pendant les croisades ils ont assassiné des leaders chevaliers francs dans leur sommeil, mais ils ne tuaient jamais des Francs ordinaires, au hasard.

Tant que nous ne savons pas comment identifier ces ennemis exactement, nous risquons de noyer le poisson dans un marais rhétorique. Il y a plus d'un an, je suggèrerais que nous revivions cette période connue par une vieille expression latine utilisée par le droit romain à l'époque classique : il s'agit de « *hostis generis Humanis* » qui signifie « ennemi de l'humanité ». L'expression a le mérite de ne contenir aucune référence aux origines raciales, ethniques, nationales ou religieuses des personnes ainsi identifiées.

Le profil ethno-religieux des gens qui tuent au hasard dans les quatre coins du globe a un intérêt pour les études scientifiques, mais pas pour l'élaboration de stratégies pratiques visant à les affaiblir, les défaire et finalement les détruire. Dans la période post-romaine, appelée la Renaissance, la version de cette définition, popularisée par le Code Napoléon, est « l'ennemi public ». Dans les anciens pays socialistes, le terme s'est décliné sous la forme « d'ennemi du

peuple ». La loi islamique a sa propre version : « corrompateur sur terre » (*mufsid fil-ardh*), une phrase qui écarte clairement les spécifications ethniques, nationales et/ou religieux pour désigner quelqu'un dont les actes ou les méfaits, nuisent à l'ensemble de l'humanité.

Se fixer sur une identité religieuse, ethnique ou même politique des tueurs pourrait nous conduire dans un labyrinthe de fantasmes, visant à une réforme de l'islam ou à l'attente d'un futur Martin Luther islamique, comme l'ancien islamologue français Maxim Rodinson l'espérait.

L'islamologue français Gilles Kepel dit que ce dont nous avons besoin est « un retour à l'Andalousie » où les musulmans, les chrétiens et les juifs auraient vécu (soi-disant) en paix sous un Calife.

Le regretté Jacques Berque invitait les Occidentaux à encourager les musulmans à réformer l'islam. L'ultra-droite européenne, précédant un Donald Trump aux États-unis, rêve de renvoyer des minorités musulmanes dans leur «patrie», bien que la plupart d'entres-elles soient nées en Europe.

Le président américain Barack Obama veut que les Occidentaux « répondent aux doléances des musulmans », dont il ne précise pas le contenu.

Toutes ces positions peuvent être louables et peuvent même produire des résultats utiles, mais seulement dans le très long terme, peut-être même jamais. Mais avant d'avoir réformé l'Islam, refait vivre l'Andalousie, trouvé un Martin Luther de l'islam, et guéri les griefs des musulmans à l'égard de l'occident ou même d'avoir expulsé les 35 millions de musulmans européens hors de l'Europe, nous devons nommer l'ennemi qui veut nous tuer, tous, sans distinction de race, d'origine ethnique, de religion, de position politique, notre humanité même.

Alors qui sont ces « ennemis de l'humanité »?

Amir Taheri a été le rédacteur en chef du quotidien Kayhan en Iran de 1972 exécutif à 1979. Il a travaillé à ou écrit pour d'innombrables publications, publié onze livres, et a été chroniqueur pour Asharq Al-Awsat depuis 1987. M. Taheri a remporté plusieurs prix pour son travail de journaliste, et en 2012, a été nommé journaliste international de l'année par la Société britannique des éditeurs et l'Association de la presse étrangère avec le Prix « British Media Awards ».